

**DEMANDE D'INSCRIPTION OU EXTENSION SUR LA LISTE DES
EXPERTS JUDICIAIRES PRES LA COUR D'APPEL DE NANCY
(personne morale)**

**à adresser au procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort duquel le
candidat a sa résidence ou son siège social, accompagnée d'une lettre de motivation**

I - IDENTITE DU CANDIDAT SOCIETE :

Nom de Société :

Nom et Prénom du Dirigeant :

Président de :

Adresse :

Tél :

Adresse électronique :

***II - SPECIALITE(S) DANS LAQUELLE L'INSCRIPTION EST DEMANDEE AVEC
JUSTIFICATION DE QUALIFICATION (en mentionnant la rubrique)***

Bien vouloir indiquer, de manière précise, par un écrit annexe, en quoi votre formation et votre expérience vous donnent la qualité à exercer la fonction d'expert judiciaire dans la ou les spécialités demandées :

.....
.....

III - FONCTIONS OU ACTIVITES EXERCEES PAR AILLEURS :

.....
.....
.....

IV - TRAVAUX D'EXPERTISE DEJA REALISES :

Nombre total d'expertises effectuées dans l'année (préciser ou justifier de ces expertises, notamment en indiquant le nom du magistrat ou de l'autorité requérant, la date de ces travaux et la nature des missions)

.....
.....
.....

Nombre total de rapports déposés dans l'année dans le cadre de ces missions d'expertises (préciser ou justifier de ces rapports, notamment en indiquant le nom du magistrat ou de l'autorité requérant, la date de ces travaux et la nature des missions - joindre un exemplaire de l'un de ces rapports aux fins d'illustration) :

.....
.....
.....

S'agissant des missions d'interprétariat, bien vouloir préciser l'autorité requérante (notamment autorité judiciaire, service de police, de gendarmerie ou de douanes,...) et si possible, indiquer le dossier dans le cadre duquel la mission a été effectuée :

.....
.....
.....

V - INDICATIONS DES MOYENS ET DES INSTALLATIONS DONT LE CANDIDAT PEUT DISPOSER POUR L'EXERCICE DE SA PROFESSION :

.....
.....
.....

Je soussigné(e), certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies ci-dessus.

Je déclare n'avoir pas fait acte de candidature sur la liste des experts d'une autre Cour d'Appel.

J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Je n'ai pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre II de la Loi 6/563 du 13 Juillet 1967, ou dans le régime antérieur, été déclaré en état de faillite ou de règlement judiciaire.

Je m'engage à faire connaître au Procureur de la République les changements qui interviendraient dans ma situation et apporteraient une modification aux renseignements ci-dessus fournis.

Fait à
Signature

Le